

Contribution XIX° Congrès (avec PJ)

**Urgences politiques et conceptions possibles
d'un
Front progressiste « large »**

Le large débat que le PCF a souhaité ouvrir à l'occasion de son « XIX° Congrès » comporte légitimement de nombreux aspects qui ont vocation à être traités lors des prochains mois. Des discussions sont déjà programmées pour certains d'entre eux. D'autres ne sont pas encore évoqués comme sujets de réflexion fondamentaux et, de ce fait, incontournables. En particulier, un certain nombre de ces thèmes sont internationaux et leur faible présence dans les propositions avancées jusqu'ici est fort inquiétante. Idem pour ce qui concerne la transition climatique et énergétique, problème à la fois et indissolublement national et planétaire (1). Pourtant, on peut d'ores et déjà estimer que formuler à leur égard des propositions adéquates figure parmi les principales conditions de la réussite d'une transition nationale et mondiale de sortie rapide du « *capitalisme mondialisé* » vers un véritable « *socialisme démocratique* ».

La banalité de ce dernier terme (déjà mis historiquement à toutes les sauces et dont le sens peut différer selon les pays) n'est pas gênante à condition que soient définis avec rigueur les points clefs de cette première transition majeure, dont l'urgence doit d'ores et déjà être soulignée.

A cet égard, il nous paraît vital de différencier deux domaines de réflexion et d'action fondamentaux, fortement connectés et qui ont vocation à se développer simultanément :

I) Le premier est une réflexion de longue portée (mais à entamer et poursuivre sans tarder) sur des traits essentiels d'un futur communisme « *démocratique* », élaboré via des consensus majoritaires impliquant une forte proportion de salariés mais aussi d'autres catégories sociales et, plus généralement, des habitants de ce pays. Seront recherchés en premier lieu une garantie de haut niveau de satisfaction de leurs besoins essentiels, avec des niveaux de salaire et de stabilité de l'emploi permettant de faire disparaître les angoisses de la précarité. Les importantes réductions du temps de travail rendues possibles par une robotisation « *progressiste* » devront ouvrir sur des possibilités de se cultiver, de pratiquer des activités intellectuelles, sportives, artistiques, avec aussi des incitations à assumer des responsabilités sociales bénévoles dans différents domaines, pour « *humaniser* » (voir ci-après) les sociétés où nous vivons, etc.

Cependant, par ailleurs, des réflexions de fond sur la dite « *robotisation* » et sur l'utilisation de « *l'intelligence artificielle* » devront aussi permettre d'éviter la « *déshumanisation* » de divers espaces de vie collective (travail, commerces, espaces de réception du public, espaces urbains, etc.). L'idée qui commence à poindre qu'un robot suffisamment perfectionné pourrait accomplir nombre de tâches chez des personnes âgées, voire même leur tenir compagnie, me paraît un bon exemple de cette déshumanisation potentielle.

Par ailleurs, les potentialités de cette évolution seront conditionnées par une garantie de

niveaux de connaissances élevés pour tous les jeunes (structuration spécifique de l'Education nationale pour y parvenir), avec notamment des niveaux scientifiques adéquats pour qu'ils maîtrisent les technologies avancées et puissent participer en connaissance de cause aux choix démocratiques à opérer en la matière (importance actuelle de divers déficits éducatifs français, en mathématiques notamment, se traduisant, chez nombre de cadres politiques, journalistes, par des positionnements économiques et politiques peu défendables (voir notamment transition énergétique et climatique).

- Nécessité aussi d'aller dès que possible vers de nouvelles structures décisionnelles permettant :

. Aux salariés d'obtenir - conjointement avec des représentants de la communauté nationale ((planification nationale souple à restaurer - en vigueur de 1945 à la décennie 70, mais qui serait désormais élaborée démocratiquement) et des usagers, le cas échéant, un poids décisif dans l'élaboration de la stratégie des grandes entreprises – Pour plus de détail sur cette question politique majeure, voir dernière note PS « *Démocratiser les grandes entreprises* » (en PJ). Le redressement d'une industrie française en forte régression est en effet une urgence nationale.

. Aux habitants des collectivités locales (communes, départements, régions - subdivisions à maintenir) de proposer et de décider démocratiquement des évolutions des services, des équipements des collectivités locales auxquelles ils appartiennent (voir exemples tout à fait positifs d'élaboration de budgets participatifs (après débats démocratiques veillant à impliquer un nombre maximum d'habitants) dans des municipalités à direction communiste : ex. Montreuil).

- Il s'agit au fond de procéder à une grande inversion. Alors que, depuis 1789, c'est la délégation de pouvoirs par les citoyens qui régnent, au profit d'élus territoriaux (communaux, départementaux, régionaux), nationaux, (allant même, au XIX^e siècle, jusqu'à des délégations de pouvoir à des « *empereurs* »), la mission essentielle de ces divers élus doit devenir au contraire celle d'aider les citoyens, (en les informant, en leur expliquant les différentes options possibles, avec leurs avantages et leurs inconvénients, en sollicitant les propres idées des dits citoyens sur les solutions à adopter), à recouvrer pleinement leur souveraineté qui doit redevenir dominante (alors qu'à l'heure actuelle, elle est passée massivement entre les mains des 1%, des milliardaires du « *capital mondialisé* » et de leurs subordonnés politiques, type Macron ou Commission européenne, etc., le tout débouchant sur une abstention massive - près de 50 % et parfois plus dans les élections partielles)

- Il s'agit aussi de sortir, dès que possible, de la caricature du « régime présidentiel à la Française », avec un chef de l'Etat, pratiquement seul au sein de l'UE à détenir des pouvoirs « *spéciaux* » (ordonnances notamment) qui lui permettent, en fait, et de plus en plus, d'échapper à tout contrôle démocratique parlementaire effectif.

- Entamer la désintoxication progressive de l'obsession de « posséder » comme critère majeur de la réussite personnelle. Elle n'est en effet que le reflet, d'une part, du souhait de se protéger contre les aléas et les angoisses de la précarité, d'autre part des modèles de l'idéologie dominante venant des 1 % les plus riches et des milliardaires (apparence d'une vie de rêve : yachts, villas somptueuses, etc.)

- Par ailleurs, l'une de nos tâches primordiales (à entamer aussi dès maintenant) sera également d'agir internationalement, avec d'autres progressistes (voir ci-après) pour que ces réflexions d'avenir s'étendent aux peuples du monde entier. En effet, il serait illusoire de penser que la France pourrait prendre seule la voie d'un « communisme démocratique »,

voire même d'un « *socialisme démocratique* ». Même un pays comme la Chine, à supposer qu'il reprenne un jour la voie du dit « *communisme démocratique* » que ses dirigeants actuels ont, de fait, enterrée, se heurterait à de sérieuses difficultés pour y parvenir. Mais, évidemment, son basculement vers cette orientation, changerait la face du combat mondial pour le dit communisme « *démocratique* ». Ne désespérons pas du peuple chinois qui se bat avec ténacité sur le plan social (nombre considérable de mouvements sociaux locaux, obtenant des résultats salariaux notables), sans aucun soutien réel des syndicats « *officiels* ».

Bien entendu, il ne s'agit là que d'un échantillon des batailles à mener. En effet, il va s'agir de réinterroger toute une série de pratiques sociales façonnées depuis des siècles par l'obsession de l'exploitation capitaliste, de l'accumulation individuelle de richesses (2). Nous reviendrons un peu plus loin sur diverses actions à entreprendre spécifiquement sur le plan international, dont certaines, immédiates, à mener dans notre pays, au titre d'un « *socialisme démocratique* » (voir § suivant), d'autres à plus long terme au titre de la progression vers un « *communisme démocratique* ».

II) La bataille pour « un socialisme démocratique », à mener sans attendre de prochaines échéances électorales, qui devrait être portée par un « Front progressiste », doit viser notamment, en premier lieu, l'acquisition d'une conscience politique de masse, pleinement convaincue des responsabilités essentielles du « *capital mondialisé* », avec, en première ligne, ses éléments nationaux (milliardaires, dirigeants de grands groupes, et les « 1% » de « *possédants millionnaires* »), contrôlant quasi-totalement l'information, tirant les ficelles de leur homme de main, Macron, responsable direct des atteintes de plus en plus violentes aux acquis sociaux, déjà malmenés depuis des décennies, du salariat. Le renforcement actuel de toute une série de batailles sociales multiformes, portées déjà par des soutiens majoritaires dans l'opinion, avec un rejet qui s'affirme de nombreux éléments de la politique anti-sociale de Macron montre les potentialités de fortes avancées, mais à condition que la majorité de la population atteigne le niveau de conscience politique nécessaire et sorte du refuge passif dans une abstention massive. Cela doit devenir un axe décisif de notre action politique. Toutefois, une précision importante : les batailles à mener sur les acquis sociaux ne devront pas se contenter de compenser partiellement les mauvais coups portés (ce qui risque d'arriver si l'on se contente d'un « *réformisme de gauche* » au nom de la nécessaire unité), mais il faudra viser le rétablissement des acquis sociaux à leur meilleur niveau d'après guerre et même au delà (ex. rétablissement de l'indexation des salaires sur les prix, et sur les gains de productivité, pas de licenciements dans une société ou un groupe bénéficiaire, etc.). *A noter* aussi que, selon nous, cette bataille politique ne devra pas se limiter au monde salarié. D'autres catégories sociales, petits agriculteurs, artisans, petits commerçants, PME de sous-traitance, sont également victimes des processus en cours, pilotés par le « *capital mondialisé* », voir notamment les luttes des petits agriculteurs (nous y reviendrons). Il y a chez ces catégories sociales une prise de conscience, déjà ancienne, mais qui se renforce, que leur intérêt est, en partie, lié en fait à celui des salariés, via notamment le pouvoir d'achat de ces derniers, et que le « *capital mondialisé* » est déjà en train de les broyer, eux aussi. Nous allons avoir à réfléchir aux contacts à prendre avec eux, sans attendre, pour discuter de leurs revendications et de certaines de nos propositions qui les concernent positivement.

Cette bataille globale devra réunir plusieurs caractéristiques :

Une élaboration de nos propres positions à mener rapidement pour que le front progressiste,

à remettre sur pied, puisse déjà peser fortement et, si possible l'emporter, dans les prochaines consultations électorales, au moins à l'échelle nationale. Nécessité aussi d'influencer fortement les débats relatifs aux prochaines élections européennes, en apportant des éléments aidant à tracer progressivement les grands contours d' un « *socialisme démocratique* » européen (travail à effectuer au sein du PGE, discussions avec d'autres forces progressistes européennes). Sans attendre, il faudra aussi que nous prenions des contacts extra-européens sur le même sujet. La possibilité et l'urgence de ceux-ci, est confirmée par des positionnements nouveaux, très récents, de diverses forces progressistes mondiales.

Citons :

- Au **Royaume-Uni**, les déclarations récentes de **J. Corbyn**, leader du parti travailliste, qui vient de se prononcer pour la « *nationalisation* » du secteur de l'énergie, de **John MacDonnell**, chef du « *shadow cabinet* », autrement dit futur premier ministre, en cas de victoire travailliste lors des prochaines élections au Parlement anglais, qui se prononce, lui pour « *l'autogestion des services publics ... mise « irréversiblement entre les mains des travailleurs* », donc en fait pour des positions plus avancées que les nôtres sur ces sujets. Nous aurions intérêt à prendre les contacts nécessaires pour qu'elles soient discutées et éventuellement appropriées, dans l'esquisse d'un « Front international progressiste » (voir plus loin).

- Au **Venezuela**, « *L'Assemblée Constituante* » vient de se prononcer pour un renforcement des pouvoirs des « *Conseils de travailleurs* », qui devraient désormais être présents systématiquement dans les entreprises et chargés de veiller à ce que l'activité de celles-ci ne soit pas sabotée par un patronat très virulent : arrêts délibérés de certaines productions, organisation de pénuries artificielles, etc.. C'est en fait un partage des pouvoirs, voire un bras de fer, entre salariat (appuyé par le gouvernement) et capital, qui se met en place.

- En **Argentine**, lors de la crise financière de ce pays, des centaines d'entreprises ont été abandonnées, littéralement, par leurs propriétaires. 450 d'entre elles, reprises par leur personnel, constituent désormais un élément notable de l'économie argentine. D'où des réflexions politiques nouvelles sur la viabilité de ce mode de gestion de l'économie.

- Aux **USA**, dans la gauche « *sanderiste* », le concept « *d'écocapitalisme* » fait l'objet de nombreuses discussions entre diverses tendances, y compris avec la participation de penseurs « *marxistes* » (notamment « *John Foster Bellamy* »), donnant à connaître le rôle de Marx et Engels comme premiers penseurs politiques préoccupés d'écologie et des relations homme-nature. Mais ce type d'orientation politique floue paraît plus porté à recenser tous les types d'atteintes écologiques (ce qui est fort utile) que de savoir qui en est effectivement responsable et surtout qui doit payer et réparer (la solution « *écotaxe* » y est fréquemment défendue). On retrouve le même type de déformation chez la France insoumise, défendant le même type de concept.

- **Contacts internationaux**

Il s'agit d'une question complexe et en même temps décisive. En effet, le fait de faire apparaître, même l'esquisse, d'un mouvement, de structures internationales progressistes, est de nature à crédibiliser fortement la possibilité de se débarrasser, non seulement à l'échelle nationale, mais aussi internationale, de la logique destructrice du « *capital mondialisé* ».

Nous essaierons donc, ci-après d'avancer quelques possibilités d'initiatives diverses permettant d'avancer, dans la durée, en ce sens. Etant entendu également, que nombre de nos propositions concrètes devront avoir à la fois des dimensions nationales et internationales, que nous essaierons de faire apparaître d'un même mouvement.

Il nous semblerait donc utile d'envisager la possibilité de réunir, (avant le Congrès si possible) une Conférence internationale réunissant, non seulement des représentants de mouvements progressistes tels que ceux énumérés ci-dessus, mais au delà ceux de tous les mouvements progressistes souhaitant s'investir dans les avancées de « *socialismes démocratiques* », se proposant de faire reculer significativement le « *capitalisme mondialisé* », puis de mettre à bas sa dictature. Comme appareil politique mondial, celui-ci a certes ses propres contradictions (voir tensions croissantes éminemment dangereuses USA-Chine), mais aussi ses instances de concertation au sommet pour tenter de les résoudre (voir rôle du G20, des réunions de Davos, des entrevues entre chefs d'Etat, des innombrables « *think tanks* » nationaux et internationaux oeuvrant en ce sens).

- **Conception d'un Front progressiste « large » national** (nous examinerons un peu plus loin la possibilité d'une extension internationale de ce concept)

Proposition d'engager, sans tarder, un débat interne au PCF pour apprécier l'opportunité de s'orienter vers la mise sur pied d'un « Front progressiste large » d'un type nouveau, regroupant non seulement les organisations politiques désireuses, elles aussi, de faire reculer le « *capitalisme mondialisé* » dès que possible et dans des proportions majeures, mais aussi :

a) les syndicats de salariés, car ces derniers sont les victimes les plus ciblées des mauvais coups macroniens. Les ripostes qui s'organisent actuellement : santé (hôpitaux, Ehpad), fonction publique, cheminots, grande distribution, etc., sont la bonne voie à emprunter. Cependant, pour réussir, il faut aussi créer un rapport de forces politique d'envergure qui nécessite que soient avancées simultanément, dans les entreprises, des analyses, forcément politiques, sur l'origine réelle des mauvais coups portés et des propositions de riposte qui ne peuvent pas se limiter à la seule mise en cause des mauvais coups « *Macron* ». Il y a donc, au minimum, un intérêt commun à échanger des analyses avec eux sur la stratégie nationale, européenne et mondiale du « *capital mondialisé* ». Mais nous estimons, pour notre part, qu'il y a aussi un intérêt commun à aller plus loin.

Il pourrait s'agir de communiqués communs, faisant le point sur des analyses partagées et sur les divergences, sur la nécessité de poursuivre les échanges. Au mieux, il s'agirait de l'intégration, en cas d'analyses largement partagées, des organisations syndicales concernées, dans un front commun où chaque organisation conserverait sa totale indépendance, sa spécificité d'action. Il y a une tradition française de non-implication apparente des organisations syndicales dans l'action politique, avec une réticence, qui s'est même accentuée, vu les trahisons politiques des programmes de gauche proposés (exemples désastreux de Mitterrand (3) et de Hollande, plus récemment), à formuler désormais même de simples recommandations de vote. Par ailleurs, il y a lieu évidemment aussi de rejeter les intégrations subordonnées à l'appareil politique comme celles, historiques, des syndicats soviétiques ou celles, actuelles, des syndicats chinois qui font que les luttes sociales, nombreuses en Chine actuellement, se passent en dehors des syndicats officiels, mais obtiennent cependant d'importants résultats (voir éléments d'information déjà fournis sur le sujet).

Cependant, la conjoncture actuelle exceptionnelle liée à l'hégémonie politique quasi-totale

du « *capital mondialisé* », son refus de fait d'assumer tout investissement, quelle que soit sa nécessité objective (ex. luttes contre le réchauffement climatique – voir ci-après), qui ne garantisse pas la poursuite d'une d'accumulation capitaliste forcenée au profit d'une infime minorité, grâce à une pression sans cesse accentuée sur le monde du travail planétaire, est en train de précipiter l'humanité dans un abîme de barbarie.

Mais il s'ensuit aussi que toutes les organisations qui luttent à des titres divers pour un monde meilleur (et pas seulement les organisations politiques ou syndicales) doivent donc revoir leurs analyses, leurs positionnements, discuter, échanger. Rappelons aussi que la traditionnelle indépendance française des syndicats, des associations, vis à vis des formations politiques, n'est nullement universelle. Même en Occident, la dernière campagne de **Sanders** aux USA a été littéralement portée par les syndicats progressistes. Au Royaume-Uni, **Corbyn**, dirigeant travailliste progressiste, est organiquement considéré comme le représentant politique des syndicats britanniques (les « *trade unions* »). En Afrique du Sud, le *pouvoir politique* est exercé conjointement par les deux formations politiques que sont l'ANC et le Parti communiste Sud-Africain, et par la confédération syndicale, la COSATU.

b) Les Associations

Le raisonnement qui précède vaut aussi pour toutes les associations, très nombreuses, qui luttent à des titres divers, pour un monde meilleur, en essayant de faire cesser les situations insupportables infligées nationalement à leurs compatriotes ou, planétairement :

- soit à des pays entiers, victimes d'une barbarie internationale à laquelle participe parfois notre pays (ex. Vente récente de chars français à l'Arabie Saoudite que celle-ci utilise dans une guerre quasi-génocidaire au Yemen ou bombardements de cités entières en Irak, Syrie) ;
- soit à des centaines de millions d'êtres humains, y compris dans les pays les plus développés (travailleurs pauvres, chômeurs en fin de droits, SDF et migrants notamment), avec des millions de morts annuels (faim chronique, défauts de soins) dans les pays en développement (PED) ;
- Associations développant des réflexions spécifiques progressistes sur des problèmes politiques généraux ou plus particuliers (type Attac et autres).

Nous avons des contacts avec nombre de ces associations et dans les dernières années, nous avons pu constater que nombre d'entre elles avaient pris conscience des limites des actions charitables ou inspirées par la compassion, et entamé des réflexions plus politiques.

L'exemple le plus frappant est celui d'Oxfam, qui a joué un rôle politique important dans l'identification planétaire du « *capital mondialisé* », du rôle des milliardaires, des dirigeants des grands groupes, dans la prise de conscience de la monstruosité des inégalités planétaires (4).

Au total, nous souhaitons que, dans les contacts à prendre, de toutes façons, avec ces différentes organisations, soit évoquée, après réflexions communes, la question de l'évolution, à notre avis nécessaire, vers un « **Front progressiste « large »**

A étudier également, et à discuter, évidemment, la nature des liens souhaitables entre les formations politiques ayant vocation à être membres de ce Front progressiste :

élaboration de propositions communes en approfondissant le débat sur les points de divergence, en liaison avec les organisations non politiques si celles-ci se joignent au front (elles seront à consulter de toutes façons), règles de comportement, traitement des litiges, partage des postes de responsabilité, d'élus, à partir du constat évident : divisés, nous perdrons et prendrons la lourde responsabilité du possible avènement d'un régime autoritaire et fascisant dans notre pays, qui est, n'en doutons pas une seconde, ce qui nous attend si les

manipulations à la « Macron » sont rejetées et si nous restons divisés à gauche par des stratégies de chapelles ou d'aventures personnelles, complètement à contre-courant de la nécessité de renvoyer la réalité des pouvoirs de décision aux citoyens eux-mêmes.

L'évolution possible vers un Front progressiste « large » international

Si l'on considère que diverses organisations politiques, syndicales, associatives, nationales sont rattachées à des organisations internationales (ex CES, GUE, Oxfam) ou à l'inverse ont des ramifications internationales (cf Attac Maroc), on peut envisager que ce Front progressiste « large » puisse ultérieurement s'élargir à l'échelle internationale par décisions communes. Mais n'allons pas plus vite que la musique.

La nécessité de contacts avec le « Groupe des 77 »

Nous considérons comme nécessaire de mener rapidement une réflexion sur l'opportunité de prendre des contacts avec le « *Groupe des 77* ».

- Présentation de ce groupe

Celui-ci a été créé en 1964, au sortir de la période de décolonisation. Il comptait au départ 77 membres. Il en compte actuellement 134, plus un membre associé, la Chine. Le statut particulier de celle-ci est lié à ce qu'elle a été, elle aussi, historiquement un pays colonisé, puis elle a ensuite apporté son aide aux pays colonisés lors des luttes de libération. Pour identifier les pays membres du G77, il est plus simple de décompter les pays qui n'en font pas partie, à savoir : Les pays d'Amérique du Nord, y compris le Mexique, les pays de l'UE, plus les pays nordiques non membres de l'UE, la Russie et les anciens membres de la CEI (à l'exception de quelques pays d'Asie Centrale comme le Tadjikistan), le Japon, la Corée du Sud, l'Australie et la Nouvelle Zélande. Bref, en dehors de la Russie, ce sont les pays « occidentaux ».

Le G77 représente actuellement, avec la Chine, près de 80 % de la population mondiale. Sa faiblesse est son hétérogénéité. La plupart des pays qui le composent fonctionnent sous la domination des règles capitalistes mondiales. Nombre de leurs dirigeants sont multimillionnaires en \$, voire pour certains, milliardaires. (ex. Dos Santos, ancien président de l'Angola, a quitté récemment sa fonction avec une fortune personnelle de plus de 30 milliards de \$). Cependant, ce n'est pas du tout la situation de leurs peuples, qui se sont vus, de fait, recolonisés économiquement au début des années 80 (Hausse brutale des taux d'intérêt de leurs dettes et politiques d'ajustements structurels imposées par le « *capital mondialisé occidental* » avec main mise de celui-ci sur les embryons de développement économiques nationaux créés après l'indépendance ainsi que sur leurs ressources naturelles dont l'exploitation internationale tourne souvent au pillage.

La Chine a eu l'habileté de nouer des relations en apparence différentes avec les membres du G77, pas d'interventions militaires sauf dans le cadre de l'ONU, en principe, pas de contestations des pouvoirs en place, financement de réalisations à la fois utiles au pays d'accueil et au développement des échanges économiques avec la Chine elle-même, terminaux portuaires (routes maritimes de la soie avec l'Asie, l'Afrique), prêts pour réalisation de barrages hydrauliques, de lignes de chemins de fer, etc. Cependant, il y a désormais du désenchantement, car les produits chinois, de bonne qualité, bon marché, envahissent les marchés locaux et les produits autochtones ne peuvent soutenir la concurrence. Malgré l'achat chinois de minerais, d'hydrocarbures et d'autres produits locaux, les balances commerciales restent

nettement en faveur de la Chine.

Par contre, le **G77** continue à jouer un rôle international positif en faveur de la paix, il veut faire progresser la démocratie internationale en restaurant la souveraineté de l'AG de l'ONU et en faisant régresser les pouvoirs exorbitants des membres permanents du Conseil de Sécurité. Par ailleurs, il défend le droit au développement des « *pays du Sud* », les relations Sud-Sud, dénonce les pillages de leurs ressources dont il font l'objet, s'élève contre les violations grossières du droit international en défendant notamment le droit des palestiniens à avoir leur Etat, etc.

Les développements qui suivent montreront que les propositions que nous faisons sur le plan international répondent largement à nombre d'objectifs du **G77** et vont même parfois au delà : Lutte pour la paix et restauration de la souveraineté de l'AG de l'ONU dans la promotion de la paix et l'arrêt de conflits interminables, Lutte pour une nouvelle conception de l'Aide au développement sous l'égide de l'AG de l'ONU et de son secrétariat avec création d'un organisme spécialisée, « l'OMAD » et de moyens de financements internationaux spécifiques importants à la charge des 1%, gérés par l'ONU dans le cadre de « Contrats de développement » OMAD - pays du Sud concernés, aides importantes pour la maîtrise du réchauffement climatique (création notamment de ressources permanentes en énergies électrique décarbonées), régulation solidaire des échanges commerciaux internationaux favorables au développement de l'emploi, des relations Sud-Sud via des Zones économiques régionales (ZER) du Sud, existantes ou à créer, avec des balances commerciales équilibrées, etc.

Au stade actuel, il s'agirait, une fois que nos propositions en la matière seront dégrossies et arrêtées en interne, de contacter des spécialistes internationaux proches à des titres divers des pays du **G77**, des forces progressistes internationales (contacts européens, internationaux) et spécialisés dans les thèmes évoqués.

III) - La prise en compte des problèmes internationaux les plus cruciaux et les plus urgents à résoudre

Il y a, jusqu'ici tout au moins, de sérieuses lacunes dans les textes diffusés par le parti dans le cadre de la préparation du prochain Congrès à ce propos. Nous allons, ci-après, énumérer quelques unes de ces questions vitales, du moins selon notre opinion :

a) L'incapacité des grandes puissances à promouvoir des solutions pacifiques aux conflits en cours (voire même leur refus des dites solutions), qu'il s'agisse de guerres civiles ou de conflits internationaux. La mise à l'écart de L'ONU. La montée de la barbarie dans ces conflits :

La liste de ceux-ci est longue et ils durent parfois depuis des décennies (Afghanistan, Irak, Syrie, Yemen, tensions israélo-palestiniennes, Libye, Mali, République démocratique du Congo, Soudan, tensions Corée du Nord-USA).

b) La bataille pour restituer à l'Assemblée Générale de l'ONU sa pleine souveraineté sur une série de grandes questions internationales :

- **La promotion de la paix** : proclamations de cessez-le-feu, envoi de casques bleus pour les faire respecter, sans que les membres du Conseil de sécurité puissent s'y opposer (La France devrait se détacher du bloc occidental pour se mettre au service de l'AG de l'ONU en la matière, avec un contingent important de casques bleus disponibles). Nécessité :
1) de rejeter tout investissement de soi-disant modernisation de la force de dissuasion

nucléaire française (incohérent avec notre adhésion, à formuler explicitement, au projet de traité d'interdiction des armes nucléaires), 2) d'agir pour la relance du projet de désarmement nucléaire progressif auquel nous avons adhéré antérieurement, en dénonçant la course à des armements nucléaires plus sophistiqués avec de nouveaux vecteurs, reprise par les USA, la Chine et la Russie, toutes positions que nous devrions défendre au sein même du Conseil de Sécurité et à l'AG de l'ONU.

- **Une nouvelle conception de « l'Aide internationale au développement »**

A l'origine, l'aide internationale au développement a fait l'objet de dispositions délibérément floues, en fait non obligatoires, en vertu desquelles, chaque pays développé devait, en principe, dépenser 0,7% de son PIB pour l'aide aux pays en développement (PED). En réalité, à part les pays nordiques européens, peu de pays respectent cette obligation. La France elle-même, bien qu'ayant créé une institution spécifique pour cela : « *L'Agence française de développement* », ne respecte pas cet engagement. En 2016, son aide n'a été que de 0,37% du PIB national, avec de surcroît un % important de prêts. Or, la situation réelle dans nombre de PED reste catastrophique. Comme nous l'avons déjà indiqué, 2,5 milliards d'êtres humains ne voient pas leurs besoins essentiels satisfaits, 800 millions souffrent chroniquement de la faim. De surcroît, les guerres civiles, les interventions étrangères, massivement occidentales, outre les destructions, les massacres de civils, ont fait grimper en flèche le nombre de réfugiés de guerre. Des pays, ravagés, sont littéralement à reconstruire. Par ailleurs, le refus de fait du « *capital mondialisé* », malgré ses engagements de principe de la COP 21, de financer la maîtrise du réchauffement climatique avec ses conséquences prévisibles de migrations climatiques de masse, assombrissent encore la perspective. Il n'y a pas de solution réelle et acceptable au problème des « *migrants* » sans une mutation complète de l'action internationale en la matière.

On ne peut en effet continuer ainsi.

Aussi, nous proposons (5) de débattre en France, au sein de l'UE et dans d'autres pays développés où existent des forces progressistes, dans les PED, avec le **G77**, d'une nouvelle conception de « *l'Aide internationale au développement* » reposant sur les principes suivants :

Création, sous l'égide du secrétariat général et de l'AG de l'ONU d'une « Organisation Mondiale de l'Aide au Développement » (OMAD), dirigée par un secrétaire général adjoint de l'ONU. Seraient affectés à l'OMAD des spécialistes venant des diverses organisations onusiennes a priori concernées (PNUD, UNESCO, FAO, ONUDI, OMS) ainsi que des experts spécialistes des PED originaires ou non de ces organisations (compétences infrastructures, éducation, santé, agriculture, industrie, services, etc.).

- **Elaboration par chaque PED intéressé, avec l'aide de l'OMAD, d'un « Contrat de développement »**, reposant sur un plan à 10 ans de réalisation des infrastructures (énergie, eau potable, transports (routiers et ferroviaires), écoles, universités, recherche, centres locaux de santé, hôpitaux) financé, au delà des ressources propres du pays, par l'OMAD dans des conditions attractives. Aide également au pays concerné pour l'élaboration et le maintien d'une maîtrise nationale de ses investissements industriels, agricoles, d'activités de services, y compris en cas d'associations avec des groupes étrangers, sur la base d'une certaine planification souple. L'OMAD veillerait aussi à ce que les financements octroyés ne soient pas détournés et à ce que le monde du travail dans le pays aidé bénéficie des normes internationales de L'OIT.

L'accroissement nécessaire des financements à assumer par l' OMAD devrait provenir, d'une

part du respect par chaque pays concerné de l'engagement de verser, dans le cadre de l'OMAD et des « *Contrats de développement* », 0,7% /an du PIB, d'autre part, de la création d'un prélèvement international spécifique, géré par l'AG de l'ONU et l'OMAD, de 1%/an sur la monstrueuse accumulation financière des 1% les plus riches, soit 1.400 milliards/an à répartir entre l'aide au développement proprement dite et l'aide aux PED pour la maîtrise du réchauffement climatique. Bill Gates qui se plaignait récemment de ne pas payer assez d'impôts pourrait ainsi voir son souhait satisfait. Il y aura donc lieu de se battre pour cette première : perception directe d'une ressource fiscale internationale affectée par l'AG des Nations Unies à une finalité spécifique, avec affectation contrôlée.

d) Création d'un nouveau système international de régulation solidaire des échanges commerciaux :

Il s'agit ici de créer un nouveau système international de régulation solidaire des échanges commerciaux avec des finalités de développement humain pour tous les habitants de la planète autres que celles de maximiser la fortune des 1% via, selon les cas, soit par le libre échangisme, soit par le protectionnisme. Un résumé succinct de propositions pour ce nouveau système figure en pièce jointe de la présente note (article PS plus complet publié dans l'Humanité du 9/03/2018).

e) La critique de la politique française en matière de maîtrise, nationale et planétaire, du changement climatique (développement spécifique sur cette question cruciale qui fait l'objet d'une désinformation massive).

Sur ce point, nous renvoyons également à un texte spécifique figurant en pièce jointe de la présente note (extraits de notes antérieures traitant de divers points qui incluent notamment la gravité des menaces que fait peser sur l'avenir de l'humanité un réchauffement climatique qui n'est pas du tout en passe d'être maîtrisé (centaines de millions de réfugiés climatiques potentiels et enfoncement dans la barbarie possible), politique incohérente de l'Allemagne que nous nous apprêtons à copier, recul du nucléaire en France au profit de l'éolien, du photovoltaïque, orientation totalement incohérente, aussi coûteuse qu'inefficace, etc.).

(IV) L'élaboration et le contenu des programmes d'un Front commun progressiste pour les prochaines élections nous concernant, à savoir les élections européennes et les futures élections municipales, avec des avancées relevant d'un « *socialisme démocratique* » (au sens que nous lui avons donné dans les développements qui précèdent)

Cette élaboration pose une série de questions :

- Fondamentalement il s'agira des positions que nous aurons à défendre dans les discussions avec nos partenaires politiques progressistes potentiels :

a) Dans notre pays (à priori, Ensemble, la France insoumise, une ou des organisations issues de la fraction progressiste du PS disposée à s'allier avec des partenaires progressistes nationaux. Quid du NPA ? D'éventuelles tendances écologistes progressistes ? Dans l'hypothèse d'un Front progressiste « *large* », des organisations syndicales, des associations pourraient participer à ces débats avec options de candidatures ou non aux dites élections (avec position positive pour ce qui nous concerne ?).

b) Pour les élections européennes, établissement d'une liste commune progressiste française aux dites élections ? Discussions au PGE sur le contenu des positions à défendre au sein de l'UE, ainsi qu'au niveau international ? Alliance sur des points spécifiques au sein de l'UE

avec d'autres forces non membres du PGE ?

Globalement, il nous apparaît qu'il faudra distinguer les propositions applicables immédiatement dans la prochaine élection concernée, les orientations à mettre en oeuvre dès la prochaine élection nationale majeure concernée (type présidentielle et législatives) mais, dont l'ampleur et l'urgence méritent également que la bataille à leur égard soit entamée dès maintenant, enfin les batailles idéologiques qui relèvent à la fois du national et de l'international, visant notamment des avancées vers le « *communisme démocratique* ».

Pour illustrer ces considérations un peu abstraites, on pourrait viser l'objectif que, pour les prochaines élections municipales, les candidats estampillés « *Front progressiste* » devraient livrer bataille pour des niveaux de subventions aux collectivités locales leur permettant de rétablir ou de créer de véritables services publics municipaux, éducation, culture, santé, maintien de services publics, de commerces locaux, en redonnant aux citoyens un rôle actif pour définir les besoins communaux et les gérer. Idem pour les départements et les régions.

-Pour les élections européennes, entamer la bataille pour une autre Europe, celle des peuples et non plus celle du « *capital mondialisé* », fût-il européen, avec ses institutions non démocratiques (Commission, Banque centrale, lobbies). Propositions possibles : revoir le partage des pouvoirs nations-UE, mettre en place une politique et un calendrier de rattrapage des salaires et des avantages sociaux en faveur des Etats les moins avancés, contribuer à redonner à l'AG de l'ONU une souveraineté étendue et la soutenir pour cela, sortie libre de l'OTAN pour les Etats qui le désirent (dont la France), politique commune de coopération avec l'OMAD en faveur des PED en mettant fin aux politiques de prédation des grandes firmes européennes, mettre en oeuvre un système de régulation solidaire des échanges commerciaux (voir ci-dessus) au niveau de chaque nation européenne, de l'UE et pousser à son extension au niveau planétaire, etc.

Notes

- (1) Etant donné la polémique qui traverse le parti à ce sujet à l'heure actuelle (réticences, entre autres, de la part de divers cadres et dirigeants à tenir compte, des avis, nombreux et quasi unanimes, de scientifiques nationaux et internationaux, des analyses et recommandations de la « *Coordination énergie* » du PCF, du fait de la pression médiatique intense, d'une non maîtrise de ces questions et de leurs enjeux planétaires à la fois majeurs et urgents), éliminer ce thème de l'ordre du jour du Congrès ne me paraîtrait guère acceptable (voir absolument la note jointe sur le sujet) ;
- (2) N'oublions pas cependant que l'exploitation capitaliste, a été précédée historiquement par d'autres formes d'exploitation entre les humains, l'esclavage et par celle, toujours prégnante, de la domination masculine. A ne pas oublier en ces journées des droits de la femme ;
- (3) Il est à ce propos inquiétant de voir J.L. Melanchon continuer à proclamer son admiration pour F. Mitterrand (dont il a été le secrétaire personnel) et à se considérer comme son disciple, alors que celui-ci s'est distingué, non seulement par un abandon spectaculaire du programme commun, la trahison des espoirs populaires (« *Changer la vie* »), son ralliement au capitalisme néolibéral, et surtout, comme il s'en est vanté à l'époque devant l'Internationale Socialiste, d'avoir pris « *trois millions de voix au PCF* ». Son disciple Hollande a fait de même pour la trahison de ses engagements, mais dans un délai beaucoup plus court. Par contre, il n'a pu guère prendre de voix au Pcf, car celui-ci n'avait pu retrouver les voix prises par F. Mitterrand, et pas seulement de la faute de ce dernier ;
- (4) **Oxfam**, dans ses rapports sur les monstrueuses inégalités générées par le « *capital mondialisé* », s'appuie en général sur les rapports annuels du « *Crédit suisse* » qui, lui-même, comptabilise les actifs financiers mondiaux et les inégalités (source viable et accessible) ;
- (5) Voir article PS - « *Et l'Aide internationale au développement ?* » - L'Humanité du 26 mai 2017

Contribution 38° Congrès (Annexe A)

Paul Sindic

Septembre 2014

« Démocratiser » les grandes entreprises

Si l'on prend le terme « *démocratiser* » dans son sens littéral, cela signifie « *donner le pouvoir au peuple* ». Or, dans les grandes entreprises, le « *peuple* », ce sont les salariés de celles-ci. Sur quelle légitimité repose cette revendication de pouvoir ? Une légitimité toute simple : « *C'est le travail humain qui crée les richesses* », constatation faite pour la première fois dans l'histoire par Ibn Khaldûn, en 1377 (1), renouvelée par Marx, évidemment, au XIX° siècle. Il est donc normal que les salariés aient une voix prépondérante dans l'affectation des dites richesses, revendication d'autant plus pressante et justifiée que le capital, dorénavant « *mondialisé* », refuse de plus en plus toute responsabilité autre que celle d'accumuler des richesses de plus en plus énormes entre les mains d'un nombre très restreint d'individus (les 1% qui possèdent désormais 140.000 milliards de \$) (2).

Les gestions des grandes entreprises françaises ont en effet connu des dérives de plus en plus accentuées depuis la fin des années 70 sous la pression de normes de rentabilité financière de plus en plus exorbitantes (12 à 15%), incompatibles avec des activités productives normales et largement responsables du fort déclin de l'emploi industriel dans notre pays. Enterrée la reconstruction d'une large palette d'activités industrielles après la libération, via les nationalisations, enterré le « *Commissariat au Plan* », l'aménagement du territoire (implantations industrielles et infrastructures) via la DATAR, enterrée la politique gaullienne des années 60 de création d'entreprises à majorité publique dans des secteurs industriels jugés stratégiques.

On doit à l'obsession néolibérale les suppressions d'emplois « *boursières* » opérées par des groupes prospères (ex Sanofi), les bas salaires, le chômage élevé et la précarité structurelle de l'emploi, les délocalisations, le refus de toute responsabilité réelle vis-à-vis de l'emploi national, celui d'assumer des investissements stratégiques à rentabilité élevée, mais à long terme (3). Le véritable hold-up sur les finances publiques que constituent les multiples avantages financiers et fiscaux trustés essentiellement par ces grands groupes en découle également (4).

Par ailleurs, si l'on veut que l'espèce humaine survive et ne sombre pas dans la barbarie, il faut mettre fin à la misère dans le « *Sud* », faire face à la gravité des urgences environnementales (climat, énergie, etc.). Cela exige de très importants investissements planétaires ne répondant pas à de tels critères de rentabilité financière. L'incompatibilité avec la priorité absolue donnée actuellement à une accumulation privée forcenée de profits entre les mains d'une infime minorité est

totale. Arracher la gestion des grandes entreprises au « *capital mondialisé* » et, pour cela, les « *démocratiser* » est donc devenu une bataille urgente, une question de survie pour notre pays, et plus largement pour l'humanité.

Or, des entités productives basées sur un pouvoir interne effectivement détenu par les salariés existent déjà dans notre pays, ce sont les SCOP. Malgré les multiples obstacles qui pèsent en général sur leur gestion (reprises d'entreprises en difficulté, délaissées par le capital, difficultés de financement, taille souvent modeste de type PMI), elles ont depuis longtemps fait la démonstration de leurs capacités de survie, de développement dans le strict respect du principe démocratique « *un homme, une voix* », avec des statuts salariaux de bonne qualité, l'absence de menaces de délocalisation, une forte motivation du personnel, etc. Certaines ont atteint et dépassé le stade de la grosse PMI (1.000 salariés) et apparaissent sur le marché international. Donc, le pouvoir aux salariés cela marche.

Cependant, les grand(e)s entreprises ou « *groupes* » à activité internationale importante (nous emploierons ci-après plutôt le terme de « *groupe* », car chacune d'entre elles est en effet très généralement constituée d'une constellation de filiales), posent d'autres problèmes. En effet, le poids de leurs décisions dans une branche d'activité donnée, aussi bien du point de vue de l'activité économique que de l'emploi, fait qu'une autre légitimité de pouvoir doit y apparaître, à côté de celle des salariés.

Il s'agit de celle de la collectivité nationale, voire des collectivités régionales concernées par les principales implantations des dits groupes. C'est pourquoi nous estimons nécessaire qu'au-dessus d'une certaine taille (à définir, voir ci-après) se constitue dans les instances de décision centrales des groupes un bloc majoritaire regroupant les représentants des salariés et les représentants de la communauté nationale et éventuellement des communautés régionales. Nous reviendrons évidemment plus longuement sur ce point crucial dans la suite de l'exposé.

Par ailleurs, toutes les activités à finalité commerciale devraient être concernées (industrielles, agro-alimentaires, bancaires, services, grandes chaînes de distribution). Nous proposons également que le seuil de démocratisation des groupes soit fixé à 1000 salariés (à débattre). Les activités bancaires devraient faire l'objet d'une réorientation globale qui ne peut être détaillée ici (ex. création de Fonds de développement régionaux et national gérant l'épargne salariale (livrets spécifiques gérés techniquement par les banques) et dirigés par des représentants élus des salariés. D'une manière générale, la rémunération de l'actionnariat privé dans les groupes « *démocratisés* » devrait rester attractive, mais limitée (5% ?).

Pour entamer ce processus de « *démocratisation* », deux orientations nous paraissent fondamentales :

- I) L'introduction des représentants des salariés dans les organes de décision centraux des groupes

Nous proposons de fixer à 40% les droits de vote à détenir par les représentants des salariés dans ces organes de décision.

Le statut de ces représentants (administrateurs) serait celui déjà existant découlant des lois « *Auroux* » (élection périodique par les salariés, pas de rémunération spécifique, etc.). Remarquons tout d'abord qu'une telle mesure ferait repasser illico sous contrôle conjoint de la collectivité nationale et de leurs salariés, non seulement des firmes comme EDF et Areva qui le sont déjà, mais aussi Gdf-Suez, France Telecom, Renault ou Air France où la démonstration de la possibilité d'un autre type de gestion favorable au développement de l'emploi, de l'économie nationale, au respect des contraintes de la « *durabilité* », à la coopération internationale, pourrait d'ailleurs être faite sans attendre. Mais l'expérience française des années 80, celle des entreprises actuellement sous contrôle public, celle de la cogestion allemande, montrent que l'octroi de tels droits ne suffirait pas s'ils ne sont pas accompagnés de nouveaux processus d'élaboration démocratique des stratégies de branche des diverses activités productives.

II) L'élaboration démocratique de nouvelles stratégies des activités productives

C'est un point essentiel, car l'implication directe, individuelle, des salariés dans ce processus est à elle seule, selon nous, susceptible de modifier en profondeur le rapport de forces politique en France, notamment en ressoudant les collectifs de travail dans une appropriation « *politique* » d'objectifs d'intérêt national.

Pour cela, nous proposons le processus suivant : 1) Création d'un nouveau « *Commissariat au Plan* », démocratisé et structuré notamment autour de Commissions par branches d'activités productives (chercheurs, représentants des ministères de tutelle, spécialistes de la branche, militants syndicaux et experts désignés par les organisations syndicales, etc.), chargés d'élaborer une première ébauche de stratégie de branche visant les finalités déjà exposées en **I)** ci-dessus (développement de l'emploi et des activités de la branche, durabilité) ; 2) Ces ébauches de stratégies seraient envoyées dans les divers établissements des Groupes pour discussion, critiques, propositions nouvelles à formuler via des Assemblées du personnel, avec élection de commissions spécifiques (les entreprises de 50 à 1.000 salariés pourraient elles aussi, sur demande de leurs salariés, participer à ce processus). Elles seraient aussi envoyées aux régions pour avis et propositions. 3) Renvoi de toutes les critiques et propositions au niveau national. 4) Elaboration d'une synthèse de stratégie de branche communiquée pour avis final aux différents acteurs de l'élaboration, votée ensuite par le Parlement, officialisant ainsi ces nouvelles stratégies, points d'appui décisifs dans les luttes pour une autre gestion.

Addition 13/03/2018

Le plein exercice de ces nouvelles responsabilités suppose de nouveaux droits de formation, d'organisation et d'information (activités mondiales de la branche, évolution des technologies, sous la responsabilité des organisations syndicales, conférences sur l'état du monde, libertés d'expression syndicales et politiques), dont l'exercice sera facilité par les réductions importantes du temps de travail liées à la robotisation ;

III) Comment débiter le processus

C'est une question délicate, comportant plusieurs étapes : Débat au sein du PCF (élaboration interne du « Projet »), débat ensuite avec les autres forces politiques, syndicales, associatives susceptibles de soutenir politiquement de telles orientations de transformation sociale, avec définition de la première étape, si le processus devait s'étaler dans le temps.

Louise Gaxie et Alain Obadia dans leur ouvrage très complet « *Nous avons le choix* » traitent notamment de « *L'appropriation sociale des entreprises* » (p. 492 à 502). Ils énoncent à ce propos un certain nombre de thèmes : « *S'approprier de nouveaux pouvoirs d'intervention* » (type droit de veto suspensif sur les licenciements, droits à l'information), « *montée en pouvoir des citoyens et salariés* », formes de pouvoirs alternatives, réhabilitation de la propriété publique (tout en soulignant les limites d'une gestion publique étatisée qui ne garantit nullement une gestion progressiste -voir déception de 1983), soutien à l'essor de l'économie sociale et solidaire, etc.) Leur choix sur le sujet concerné est, en tout cas, celui d'une première étape nettement positive, mais limitée, probablement dans la perspective de rassembler au maximum.

Nous doutons de cette approche, pour les raisons suivantes :

– Si nous jouons « *petit jeu* », nous ne déclencherons pas l'enthousiasme populaire qui pourrait résulter d'une perspective de transformation radicale. Or, le rapport de forces entre un capital « *mondialisé* » et les salariés a évolué défavorablement au détriment de ces derniers. Nous ne sommes plus en 1981 avec l'enthousiasme suscité par une vague de nationalisations industrielles, bancaires.

Le PCF doit donc afficher clairement une volonté d'arracher la gestion des grandes entreprises françaises au capital mondialisé. A cet égard, les deux mesures que nous avons exposées dans les pages qui précèdent (40% des droits de vote aux salariés et élaboration démocratique des stratégies de branche dans toutes les grandes entreprises) sont essentielles, car elles mettront le capital sur la défensive et peuvent être prises sans coût significatif. Dans les discussions avec d'autres forces appelées à s'associer avec nous dans le projet de transformation sociale, avec les nécessaires compromis que cela implique, nous ne devrions pas céder sur ce point.

Bien entendu, les propositions ci-dessus sont à articuler avec d'autres :

Création d'une « *Ecole Nationale de Gestion Industrielle* » pour la formation des cadres de direction, des représentants des salariés, des représentants des collectivités de ces nouvelles entreprises « *démocratisées* », nouvelle politique financière (voir nombreuses propositions du PCF en la matière), mais aussi propositions de dimensions internationales : a) Régulation internationale des échanges commerciaux visant le plein emploi dans tous les pays, b) « *Contrats internationaux d'aide au développement humain durable* » pour les pays du « *Sud* » (5), toujours pour mettre le « *capital mondialisé* » au maximum sur la défensive.

Notes : (1) Ibn Khaldoun (1332-1406), cinq siècles avant Marx ! in « Al Muqaddima » (Discours sur l'histoire universelle).

(2) Evaluations convergentes Oxfam et Crédit Suisse Janvier 2015

(3) La force des industries asiatiques (Japon, Corée du Sud, Taïwan, Chine) est d'avoir conservé ces capacités d'investissement à long terme, en mettant de côté la rentabilité immédiate.

(4) 200 milliards d'€ environ probablement à l'heure actuelle pour les grandes entreprises entre exonérations de charges sociales et CICE.

(5) Sur ces derniers points, voir articles et synthèses figurant dans l'ouvrage « *Urgences planétaires* » de l'auteur – 2010, pages 132 à 137 et 161 à 169 et la note récente PS « *Eléments de réflexion pour le « Projet »* ».

Contribution 38° Congrès (Annexe B)

Extraits

de

« Arracher l'humanité aux griffes

du

« capital mondialisé » et autres notes

**Proposition d'une liste de thèmes de discussion à développer
au cours de la période 2017-2018 (appel de la direction du
PCF)**

Extraits :

I) - Instauration d'un nouveau système international de « régulation solidaire des échanges commerciaux »

Dès le XIX° siècle et l'intensification des échanges marchands internationaux dans le cadre du capitalisme naissant, les controverses entre « *libre échangisme* » et « *protectionnisme* » ont fleuri. Libre échangisme prôné par les nations s'estimant les plus « *compétitives* » et protectionnisme prôné par les nations en phase de construction de leur économie et/ou non compétitives dans la fabrication de divers produits. Mais, dans les deux cas, la motivation essentielle reste, soit de « *protéger* » les conditions de l'accumulation capitaliste, soit, à partir d'une compétitivité dominante, d'accroître fortement celle-ci. La controverse actuelle entre une Chine, devenue l'apôtre mondial du libre échangisme, et les USA, tendant à redevenir protectionnistes du fait de l'affaiblissement de leur compétitivité, le démontre à l'évidence.

Aussi, si l'on veut promouvoir d'autres finalités, supérieures, dans les échanges commerciaux, en particulier celle de permettre le développement humain durable de tous les peuples, il faut de nouvelles régulations planétaires des dits échanges commerciaux visant de telles finalités. Sans rentrer dans le détail des propositions de telles orientations, il s'agirait de permettre à chaque pays de réserver pour chaque produit ou service une fraction de son marché national (50 % en moyenne ?) à des produits (ou services) « *nationaux* » (entendre par là, « dont 80 % de la valeur ajoutée aurait été créée dans le pays concerné »).

Par ailleurs, des quotas d'accès libre, mais limités, seraient accordés aux

produits des PED sur les marchés des pays développés ou grands pays émergents. Le reste des marchés nationaux serait d'accès international libre, avec un tarif douanier extérieur du type de celui de l'UE. Ce type de « *régulation solidaire des échanges commerciaux* » pourrait aussi s'établir entre « *zones économiques régionales* » (ZER) regroupant des pays développés (type UE restructurée) et ZER regroupant des PED (type CEDEAO africaine) pour permettre d'élargir la gamme des productions possibles dans les PED grâce à des espaces économiques plus importants.

L'application de ces nouvelles régulations serait supervisée par une « *Organisation mondiale du commerce* » (OMC) aux missions redéfinies et sans doute régionalisée. Concrètement, la finalité serait de permettre à chaque pays de bâtir (cas des PED et pays émergents) ou de préserver (pays développés) des économies dynamiques et suffisamment diversifiées pour tendre vers le plein emploi. Cela implique aussi évidemment que chaque pays, et notamment les PED, soit en capacité, y compris politiquement, d'impulser sa propre politique de développement, notamment industriel, agricole, et services.

.....
II) La critique de la politique française en matière de maîtrise, nationale et planétaire, du changement climatique (développement spécifique sur ce point crucial qui fait l'objet d'une désinformation massive)

Cette politique est fort peu satisfaisante, marquée de contradictions majeures, plus préoccupée de compromis politiques que de cohérences industrielles et d'efficacité. Elle est marquée, dans ce domaine comme dans d'autres, et y compris dans nos propres rangs, par une « *hexagonalité* » qui n'a pas lieu d'être, s'agissant fondamentalement d'un problème planétaire. Par ailleurs, notre pays restant, malgré tout, internationalement, un grand du nucléaire, nous sommes fortement impliqués dans la question de savoir si le nucléaire doit jouer un rôle majeur dans l'application de la recommandation du GIEC (COP 21) pour la maîtrise du changement climatique, à savoir que les pays développés et grands pays émergents (G20) réduisent fortement dès que possible l'utilisation des énergies fossiles carbonées, et, en tout cas, massivement avant 2050, en les remplaçant par une électricité décarbonée.

La reprise par N. Hulot des orientations politiques antérieures portées par S. Royal (réduire de 75 % à 50 % la part du nucléaire dans le mix électrique, prôner à tout va et à grands frais les énergies renouvelables, sans distinguer les énergies renouvelables carbonées (bois, biomasse, biocarburants), qui en fait n'apportent que très peu de réductions d'émissions, voire les accroissent dans les zones équatoriales (cf. plantations de palmiers à huile) n'est pas acceptable (voir communiqué récent du PCF, boycotté par les médias). Le refus de tenir compte de l'échec spectaculaire de la politique allemande en la matière reste apparemment inexplicable.

En effet, après près de 20 ans d'efforts, au rythme actuel de 28 milliards d'€/an, plus de 300 milliards d'€ au total, l'éolien et le photovoltaïque ne représentent

respectivement que 2,1 % pour l'éolien et 1,2 % pour le solaire de la consommation allemande d'énergie primaire en 2016 (statistiques officielles) avec, par ailleurs, plus de 80 % d'énergies fossiles carbonées (pétrole, charbon, lignite, gaz). Le prix de l'électricité pour le consommateur individuel est le double du prix français, la quantité d'émissions par habitant (9t. eq CO2 contre 5t.) est quasiment le double du niveau français et les émissions allemandes de CO2 ont recommencé à augmenter au cours des dernières années.

Difficile de faire pire, comme impasse. Malgré cela, en France, silence médiatique et politicien sur cette situation allemande et orientation officielle vers une voie de même type, moins caricaturale comme indiqué ci-dessus, mais tout aussi incohérente. En effet, notre pays, comme l'Allemagne d'ailleurs, doit affronter, sans tarder, le défi des prochaines décennies, défini par la COP 21, évoqué ci-dessus, à savoir remplacer massivement avant 2050 les énergies fossiles carbonées (pétrole, gaz, charbon, lignite), soit 60 % du mix énergétique global pour la France, 80 % pour l'Allemagne, comme déjà indiqué.

Or, pour notre pays, dans le mix énergétique global, les énergies renouvelables décarbonées autres que l'hydraulique, ç à d. essentiellement l'éolien et le photovoltaïque, n'occupaient en 2016 respectivement que 1% et 0,4 % du mix énergétique global français, pour un coût annuel de 4 milliards d'€, répercuté via la CSPE sur les consommateurs français (A noter aussi à ce propos les manipulations d'opinion avançant systématiquement les capacités installées en éolien et solaire, accréditant l'idée d'une forte poussée des dites énergies, alors que leur production effective ne dépasse pas 20 à 30 % de ce chiffre, soit 2,5% pour l'éolien et 1,5 %, chez les principaux émetteurs mondiaux (Allemagne, USA, Chine). Cela signifie que si l'on voulait porter en France l'éolien et le solaire à un niveau nettement plus important, par exemple, en les multipliant par un facteur 5, il serait nécessaire de dépenser 20 milliards d'€/an, soit 300 milliards d'€ sur 15 ans pour arriver simplement à décarboner 7% du mix énergétique global français. Or, 300 milliards d'€ sur 15 ans, consacrés au nucléaire, à 5 milliards d'€ le réacteur de 1.000 Megawatts, (prix qui pourrait même être inférieur pour des réacteurs fabriqués en grande série et parfois installés sur des sites déjà nucléaires) cela fait environ 60 réacteurs, soit à peu près l'équivalent du parc nucléaire français actuel. A condition de maintenir une bonne part de ce dernier en bon état de marche pendant encore au moins 20 ans, et en accroissant donc notablement le niveau global de la production nucléaire, nous pourrions commencer à satisfaire de manière significative aux obligations de réduction, voire d'élimination d'ici 2050 des émissions de GES liées aux énergies fossiles carbonées définies par la COP21. C'est dire les défis qui nous attendent, mais aussi la nécessité de faire comprendre que l'investissement massif dans les énergies renouvelables décarbonées autres que l'hydraulique serait en fait un gaspillage pur et simple.

Opinion que partage manifestement, « JM. Joancovici », expert scientifique énergie-

climat de haut niveau lié à la Fondation Nicolas Hulot, connu pour son indépendance d'esprit, car il affirmait il y a peu, en Décembre 2017, (article IRET 13/12/2017) : une analyse rationnelle de la situation commanderait « *d'arrêter de mettre le moindre euro supplémentaire dans l'éolien et le solaire* », allant même jusqu'à dire que « *pour conserver une électricité décarbonée, une fois les réacteurs actuels mis hors service* (du fait de leur obsolescence), « *la meilleure idée est donc de refaire du nucléaire* ». Par ailleurs, il semble bien que cette opinion soit de plus en plus partagée par des acteurs étrangers de premier plan des énergies renouvelables. Ainsi le PDG de Siemens vient d'annoncer son intention de licencier 6.000 salariés de sa filiale « éoliennes ». Un article récent du « *Guardian* » annonçait aussi récemment qu'au Royaume Uni, d'ici trois ans, toutes les subventions aux énergies éolienne et solaire pourraient être supprimées. Il y a donc lieu de s'interroger. Comment se fait-il qu'en France, pratiquement aucune interrogation significative médiatique, voire même politique, ne se fasse jour à propos des renouvelables comme l'éolien ou le photovoltaïque. Même des responsables PCF parlent du « *nucléaire et des renouvelables* », les mettant en fait sur un pied d'égalité.

Or, la raison en est, à notre avis, simple. Il s'est constitué dans notre pays un gigantesque « *lobby* », « **Le Syndicat des Energies Renouvelables** », présent dans la plupart des régions, qui regroupe des centaines d'entreprises de tous ordres, grandes entreprises françaises comme EDF, ENGIE, filiales françaises de grands groupes étrangers constructeurs d'éoliennes, d'installations solaires photovoltaïques, une multitude de sociétés spécialisées, sous traitantes de ces grands groupes, tous alléchés par la rentabilité garantie de 10 à 15 % pendant 20 ans. Tout ce beau monde se moque bien de savoir si les éoliennes et les panneaux photovoltaïques sont une réponse adéquate à la nécessité impérieuse de maîtriser le réchauffement climatique. Fidèles en cela à l'idéologie du « *capital mondialisé* », la seule chose qui leur importe c'est le niveau de rentabilité garanti de leurs investissements et, cerise sur le gâteau, pour une longue période. A noter aussi l'existence d'un lobby européen de l'énergie éolienne. Mais qui trouve-t-on aussi, ô surprise, dans cette cohorte, le preux chevalier vêtu de blanc et de vert, toujours prêt à terrasser le démon nucléaire, au profit des pures énergies du vent et du soleil, **Greenpeace**, doté d'une filiale industrielle de construction d'éoliennes et d'installations solaires. Il faut bien vivre, n'est-ce pas ? Autre surprise, mais qui n'en est pas réellement une, on peut découvrir dans ce paysage, la société « **Eole Conseil** », (unique actionnaire, Nicolas Hulot, société dont les comptes ne sont pas publics, mais qui reçoit, comme la Fondation Nicolas Hulot, des centaines de milliers d'€ d'importantes sociétés, le tout ayant rendu le dit N.Hulot multimillionnaire. Il serait surprenant que tout ce pactole n'ait pas quelque chose à voir avec l'industrie éolienne, dont N. Hulot soutient politiquement le développement. Même si nous ne pouvons ici développer plus avant nombre d'aspects, à franchement parler scandaleux, de la politique de transition énergétique française, nous en citerons rapidement quelques uns :

- Un pillage financier d'EDF organisé par les différents gouvernements en la forçant à vendre 25 % de son électricité au prix de revient à des concurrents qui ne sont même pas de véritables producteurs d'électricité, mais plutôt des « *traders* » jouant sur un marché spéculatif de l'électricité, national et européen.

- Une hypothèse fort peu vraisemblable (scénario à dominante idéologique « *Negawatt* » de 50 % d'économies d'énergie), qui n'est retenue dans aucun pays, dans aucun scénario international, mais qui a été insérée, via une ADEM littéralement colonisée par le mouvement écologiste, comme pilier de la politique de transition énergétique nationale. Une politique d'économies d'énergie est évidemment souhaitable, mais ses potentialités réelles sont très inférieures, d'autant que les facteurs d'accroissement de la consommation d'énergie sont fort nombreux (accroissement de la population de notre pays, nécessité d'extraire de la précarité énergétique une fraction notable de la population française, nécessaire redressement industriel de notre pays (perte de la moitié de notre industrie) avec consommation impérative d'électricité décarbonée, développement de la robotisation en remplacement de tâches manuelles, etc.).

Bien d'autres points que nous ne pouvons développer ici sont tout à fait préoccupants :

- l'« *Hexagonalité* » de la politique énergétique française (même phénomène dans d'autres pays : Allemagne, majorité des pays de l'UE, négation du réchauffement aux USA, etc.) masque le fait que les pays développés ont à assumer aussi une aide beaucoup plus substantielle à la réalisation d'objectifs planétaires supplémentaires de réduction des émissions, ç. à d. à compenser l'inévitable accroissement des émissions de CO₂ des PED lié : a) au fort accroissement de leur population (+ 2 milliards d'êtres humains sur terre dès 2050 – cf. attitude passive irresponsable de la communauté internationale quant à l'absence d'incitation à des politiques de maîtrise des naissances dans les PED (encouragement à la contraception), b) à l'impératif du développement des dits PED d'ici 2050, préférentiellement sur la base d'énergies décarbonées permanentes (Hydraulique- fort potentiel à développer en Afrique - 6 % seulement des ressources hydrauliques mises en valeur), du nucléaire (développement amorcé ou prévu, sous contrôle de l'AIEA, ce qui est éminemment positif, dans nombre de PED (Afrique, Moyen-Orient, Asie).

Nous sommes donc très loin du compte et les probabilités de maîtrise du réchauffement climatique, si nous continuons ainsi, sont actuellement très faibles, car elles se jouent dans les deux décennies à venir et elles sont intimement liées à notre capacité à nous débarrasser dès que possible de la logique mortifère du « *capital mondialisé* ». Sinon, les conséquences en seront terrifiantes pour l'avenir de l'humanité, mais une très faible part de l'opinion en est réellement consciente, y compris dans notre pays, même si le sentiment d'une menace existe. Il s'agit donc d'un terrain de lutte crucial, y compris au sein même du PCF, que nous nous devons d'assumer.